



## **Déclaration FSU au CSA Départemental de Gironde - Jeudi 19 octobre 2023**

Madame la DASEN, mesdames et messieurs les membres du CSA départemental,

Vendredi dernier l'horreur a frappé une nouvelle fois l'école. Notre collègue Dominique Bernard a été assassiné sur son lieu de travail, 3 ans après Samuel Paty, et deux autres personnels ont été gravement blessés. Un hommage leur a été rendu en Gironde lundi, comme partout en France. Ces événements ont affectés l'ensemble de la communauté éducative, et nous nous posons collectivement la question : combien d'autres hommages aurons-nous à rendre? Combien de "héros de la République" tomberont encore sous les coups de l'obscurantisme? L'institution a le devoir de protéger ses personnels, et force est de constater qu'elle ne remplit pas toujours ce devoir.

Il nous paraît nécessaire de rappeler notre attachement à une école de la République qui soit émancipatrice, qui permette à chaque enfant que nous accueillons de se construire dans la sérénité et de devenir un citoyen éclairé, capable de se défendre et de résister à la tentation de la violence et de l'intolérance. Cette exigence que nous portons nécessite des moyens suffisants sur l'ensemble du territoire.

L'école française a été sous-investie ces dernières années, entraînant un retard par rapport aux autres systèmes éducatifs dans les comparaisons internationales. La priorité au Primaire du dernier quinquennat a eu pour effet de concentrer les créations de postes au niveau du 1er degré au détriment du 2nd degré. En Primaire, le dédoublement et les allègements des classes de GS, CP et CE1, ont impacté l'école et nécessité de récupérer des postes ailleurs: fermetures de classe, recul de la scolarisation des moins de 3 ans, abandon des RASED, quasi-gel des ouvertures de postes de remplaçants, disparition du dispositif "Plus de Maîtres que de classes".

Nous continuons de revendiquer la baisse des effectifs à tous les niveaux de la scolarité avec un plan d'urgence et un engagement budgétaire pluri-annuel, des moyens de remplacements suffisants, des moyens et des postes pour la prise en charge de la difficulté scolaire, des moyens pour la direction d'école, des moyens pour les vies scolaires, des moyens pour l'inclusion.

Sur l'inclusion, le constat est un échec. L'école n'a pas été dotée de moyens suffisants pour améliorer la scolarisation de tous les élèves. Les enseignant.es rencontrent des situations de plus en plus complexes avec toujours moins de formation et de moyens collectifs pour y faire face: manque de personnels spécialisés, de psychologues scolaires, d'accès aux soins, de liens avec les établissements médicaux-sociaux, fermetures des places en établissements et services médicaux-sociaux, réductions des moyens de prévention et d'adaptation... La mise en place des PIAL vise à réduire les coûts de fonctionnement plutôt que d'améliorer les projets scolaires des élèves ou les conditions de travail des AESH. Des drames humains sont aujourd'hui à l'oeuvre et la FSU tire à nouveau la sonnette d'alarme. Nos collègues sont épuisés, éprouvés par des situations d'inclusion ou d'élèves violents et se sentent abandonnés ! Il faut réagir, fortement et collectivement !

Nous comptons sur les autorités départementales et académiques pour réagir et demander au ministère des moyens ! Car le ministre est occupé ailleurs. Fin communiquant, il détourne l'attention des médias et de l'opinion publique en recyclant de vieilles idées, en faisant des annonces sans qu'aucun des sujets

n'aient fait l'objet de discussions préalables avec la communauté éducative: uniforme, manuel unique, cours d'empathie... où est l'ambition pour construire un système éducatif que nous voulons émancipateur pour nos élèves ? où sont les propositions d'améliorations des conditions de travail de tou.te.s les agent.es ? où est la revalorisation promise quand nous sommes une majorité à n'avoir reçu qu'une centaine d'euro supplémentaire car nous continuons de refuser le Pacte et ses missions supplémentaires contractuelles ?

Dans les écoles, collèges et lycées, ce sont des milliers de personnels qui ont fait leur rentrée mais qui se questionnent sur l'avenir de notre système éducatif. L'école et ses personnels doit rester une priorité nationale. L'annonce de la suppression de 1709 postes à la rentrée 2024 est une mauvaise nouvelle. Le gouvernement ne compte pas tirer profit de la baisse des effectifs pour améliorer les conditions d'enseignement pour nos élèves. Bien au contraire, ce sont encore les personnels, déjà épuisé.e.s, qui vont en payer les conséquences.

Le nombre d'incidents signalés et de signalements SST pour le département sont en progression constante. C'est pour nous une preuve de la dégradation continue des conditions de travail. Jusqu'à quand continuerons-nous de nous voir supprimer des moyens pourtant nécessaire à l'accomplissement de nos missions? Les remontées de terrain font état de modes de gestion de plus en plus problématiques de certain. es chef.fe.s d'établissements, calqués sur un néo-management insupportable pour les personnels. La tension est montée d'un cran cette semaine et la situation est redevenue explosive.

Nous attendons, Madame la DASEN, des réponses concrètes et rapides, y compris au niveau départemental, qui soient à hauteur de la qualité du travail et de l'investissement de nos collègues.